

## **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**COMUE Lyon Saint-Etienne**  
**Direction Stratégie immobilière et**  
**développement des Campus**

-  
92 rue Pasteur  
CS 30122  
69361 Lyon Cedex 07  
Tél : 04 37 37 26 70

**Maître d'ouvrage**



**CAMPUS DE LA DOUA**

**MARCHÉ DE FOURNITURE ET ENTRETIEN D'UNE BASE VIE DANS  
LE CADRE DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU R+4 DU  
BÂTIMENT LWOFF**

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Mandataire du Maître d'Ouvrage :

**UNIVERSITE CLAUDE BERNARD LYON 1 (UCBL)**  
43, boulevard du 11 Novembre 1918  
69622 Villeurbanne cedex

<b>ARTICLE 1. Objet du marché – Dispositions générales.....</b>	<b>2</b>
1.1. Objet du marché.....	2
1.2. Décomposition.....	2
1.3. Durée du marché.....	2
1.4. Type de marché.....	2
1.5. Description des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
1.6. Notification et informations.....	2
1.7. Réalisation de prestations similaires.....	4
1.8. Réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives.....	2
1.9. Clause de réexamen.....	3
<b>ARTICLE 2. Pièces constitutives du marché .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3. Règlement général sur la protection des données (RGPD).....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4. Exécution .....</b>	<b>4</b>
4.1. Modalités d'exécution des bons de commande.....	Erreur ! Signet non défini.
4.2. Dispositions en cas de sous-traitance.....	4
4.3. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé.....	5
<b>ARTICLE 5. Prix du marché.....</b>	<b>6</b>
5.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
5.2. Modalités de révision des prix.....	6
<b>ARTICLE 6. Modalités de règlement.....</b>	<b>7</b>
6.1. Avance .....	7
6.2. Acomptes.....	7
6.3. Présentation des demandes de paiement.....	7
6.4. Acceptation de la demande de paiement.....	8
6.5. Délai de paiement.....	8
<b>ARTICLE 7. Pénalités .....</b>	<b>8</b>
7.1. Dispositions générales .....	8
7.2. Pénalités pour les prestations courantes.....	9
7.3. Dégradation du domaine public.....	9
7.4. Pénalités pour non-production de documents : .....	Erreur ! Signet non défini.
7.5. Pénalités pour travail dissimulé.....	9
7.6. Pénalités relatives au RGPD.....	9
<b>ARTICLE 8. Contrôle de l'exécution des prestations .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9. Obligations .....</b>	<b>10</b>
9.1. Confidentialité.....	10
9.2. Obligation d'information.....	10
<b>ARTICLE 10. Résiliation du marché.....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11. Exécution des prestations en cas d'incapacité du titulaire .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 12. Garanties - Assurances .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13. Conciliation et règlement des litiges .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14. Respect des mesures sanitaires .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15. Dérogations au C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.....</b>	<b>13</b>

## **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1. Objet du marché**

Le marché a pour objet l'exécution des prestations suivantes : la fourniture et l'entretien d'une base vie dans le cadre des travaux de réhabilitation du R+4 du bâtiment André LWOFF du campus de la Doua, situé au 10 rue Dubois, 69622 Villeurbanne cedex.

#### **Lieu d'exécution :**

Les prestations prendront lieu au bâtiment André LWOFF du campus de la Doua, situé au 10 rue Dubois, 69622 Villeurbanne cedex.

### **1.2. Décomposition**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ni en lots.

### **1.3. Durée du marché**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et pour une durée de huit (8) mois.

### **1.4. Type de marché**

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1-1° du Code de la commande publique.

Elle prend la forme d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire. Le prix des prestations sera établi sur la base d'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) renseignée par le titulaire.

### **1.5. Description des prestations**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### **1.6. Réalisation de prestations similaires**

La ComUE se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.7. Réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives**

Par dérogation à l'article 23.1 du C.C.A.G-FCS., pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des prestations supplémentaires ou modificatives de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur. La décision du pouvoir adjudicateur est notifiée au titulaire qui l'exécute. Il présente ses observations éventuelles dans un délai de 10 jours.

Par dérogation aux articles 23.2 et 23.3 du C.C.A.G-FCS, le titulaire doit fournir un devis détaillé

indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir. Il dispose à cet effet d'un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision du pouvoir adjudicateur prescrivant ou acceptant ces modifications, à moins que cette décision n'ait spécifié un délai différent. La formulation de ces modifications par le pouvoir adjudicateur donne lieu à l'établissement d'un avenant.

### **1.8. Clause de réexamen**

En application de l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché public pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Les modifications ne sont pas substantielles ;
- Les modifications sont de faible montant ;
- Des services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché initial ;
- Transfert du marché à une nouvelle entité juridique dans le cas d'une création d'un nouvel établissement.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, issu de l'arrêté du 30 mars 2021. Ce document, quoique non joint au dossier de consultation, est réputé connu des candidats et consultable sur le site [www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr) ;
- L'offre technique du titulaire, et ses éventuelles annexes.

Pièces indicatives :

- le Règlement de la Consultation (RC) ;
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

## **ARTICLE 3. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)

- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, par dérogation à l'article 5 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 4. EXECUTION**

### **4.1. Mise en œuvre du marché**

Le marché sera mis en œuvre au moyen d'ordres de services. Ces derniers sont signés, datés, numérotés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du marché.

### **4.2. Notifications et informations**

En complément de l'article 3.1 du CCAG-FCS, tous les échanges et notifications effectués dans le cadre de l'exécution du contrat sont réalisés prioritairement :

- par courriel à une adresse générique (et non nominative) du titulaire garantissant que la réception puisse être réalisée par plusieurs personnes,
- par courriel à l'adresse mentionnée dans l'acte d'engagement,
- par courrier remis en main propre contre récépissé,
- par courrier postal avec accusé de réception.

En cas de notification par courriel, le titulaire est réputé avoir reçu la notification dans le délai maximum de cinq jours à compter de la date d'envoi du mail par l'expéditeur : l'accusé de réception automatique fourni par le service de messagerie de l'expéditeur suffira à prouver la date d'envoi.

### **4.3. Dispositions en cas de sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions des articles R.2193-1 à -9 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant ne pourra commencer à exécuter les prestations avant son agrément par l'acheteur. Dans le cas où ces dispositions ne seraient pas respectées, le titulaire s'expose aux sanctions prévues au CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultantes du marché.

La sous-traitance totale du marché est interdite. Seules les prestations de services peuvent faire l'objet d'un acte de sous-traitance.

#### 4.3.1. Mise en œuvre de la sous-traitance

Toute prestation sous-traitée doit être déclarée au représentant du pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre.

Le titulaire présente à l'acheteur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. La déclaration de sous-traitance précise tous les éléments prévus à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique. L'acheteur, en cas d'accord, doit accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial de sous-traitance qui constitue une annexe au présent contrat (formulaire DC4, joint à la consultation).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le représentant du pouvoir adjudicateur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement dans un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et dans le cas échéant de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant est de droit dès lors que les prestations sous-traitées sont supérieures à 600 euros hors taxe. Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire comme stipulé aux articles 32.1. e) du CCAG-FCS.

Les dispositions du présent CCAP s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées.

#### 4.3.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

#### **4.4. Durée du marché – Délais d'exécution**

Conformément à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le délai d'exécution du marché part de la date de sa notification, et expire à la date de livraison ou de l'achèvement des prestations. Il pourra être prolongé dans le cas des dispositions de l'article 13.3 du C.C.A.G. FCS.

Des délais d'exécution intermédiaires pourront être portés par ordres de service, notifiés au titulaire.

#### **4.5. Dispositif de vigilance et d'alerte dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé**

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si l'acheteur est informé par un agent de contrôle ou un syndicat de salariés, un syndicat ou une association professionnelle d'employeurs ou une institution représentative du personnel que le titulaire ou un sous-traitant direct ou indirect est en situation irrégulière au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, l'acheteur adressera alors une mise en demeure au titulaire du marché par lettre recommandée avec accusé de réception, lui enjoignant de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve.

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, pour tout contrat supérieur à 5 000€ HT, le titulaire transmet, tous les six mois à compter de la date de notification du marché, à l'acheteur les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail.

Conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail, l'entreprise ainsi mise en demeure apportera à l'acheteur dans un délai de deux mois la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le contrat pourra être résilié aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 5. PRIX DU MARCHE**

### **5.1. Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations faisant l'objet du marché sont rémunérées, conformément à l'acte d'engagement.

La monnaie de référence du présent marché est l'euro.

Conformément à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement du prix initial correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Conformément à l'article 10.1.3. du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

### **5.2. Modalités d'actualisation des prix**

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont réputés fermes.

Lorsqu'un marché est conclu à prix ferme en application de l'article [R. 2112-10](#), ses clauses précisent :  
1° Que ce prix sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations ;  
2° Que l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

Ainsi, conformément à l'article 10.1.2. du CCAG-FCS, le cas échéant, les prix fermes sont actualisés dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur à la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre. Cette date correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire. Les prix de chaque tranche optionnelle sont actualisés dans les mêmes conditions.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur.

La formule d'actualisation est la suivante :

Prix actualisé = prix initial x (indices ou index à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation du prix dans l'offre).

L'indice de référence retenu est le BT01 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710986>).

**Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'acte d'engagement ; ce mois est appelé « mois zéro ».**

## **ARTICLE 6. MODALITES DE REGLEMENT**

### **6.1. Avance**

Sans objet.

### **6.2. Acomptes**

Le marché prévoit la possibilité de versement d'acomptes conformément aux dispositions des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du Code de la commande publique.

Le rythme de versement des acomptes intervient de façon trimestrielle.

Si le titulaire du marché envoie ses demandes d'acomptes à une adresse différente que celle précisée à l'article du CCAP ci-dessous, elles lui seront retournées, sans engager le délai de paiement.

### **6.3. Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement sont impérativement transmises par voie électronique via le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

**Par dérogation à la dernière phrase de l'article 11.8.1 du CCAG-FCS**, les demandes de paiement transmises autrement que par le portail Chorus Pro ne seront pas traitées et le délai de paiement ne commencera pas à courir, sans que l'acheteur n'ait besoin de le notifier au titulaire ou au sous-traitant.

En complément de l'article 11.3 du CCAG-FCS, les **factures dématérialisées** établies sur papier en-tête du titulaire comportent, outre les mentions sociales d'usage, les informations suivantes :

- le numéro de SIRET, qui identifiera l'acheteur COMUE Lyon Saint-Etienne en tant que destinataire de la facture : **13002136300010**;
- le numéro d'engagement qui vous sera transmis par le gestionnaire en charge du dossier pour la demande de paiement de la partie forfaitaire **ET** le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande pour la demande de paiement de la partie s'exécutant à bons de commande ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le détail des prix unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les



documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;

- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-F.C.S. ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Les demandes de paiement sont faites sur présentation de la facture après vérification du service fait.

Les modalités de présentation des demandes de paiement sont établies conformément à ce qui précède. Le règlement est consécutif à une présentation de factures établies obligatoirement sur la base de bons de commande émis par la ComUE.

#### **6.4. Acceptation de la demande de paiement**

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement dans les conditions évoquées dans l'article 11.6 du CCAG-FCS.

Le paiement pour solde ou le règlement partiel définitif (maintenance préventive) interviendra dans les conditions fixées à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

#### **6.5. Délai de paiement**

Après réalisation de la prestation, le paiement sera effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande d'acompte ou de la facture par la ComUE sauf désaccord du service gestionnaire du marché.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans formalités (sauf cas de contestation par la personne publique), pour le titulaire du marché ou son sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires calculés sur la base du taux BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € (quarante euros) sera due de plein droit et sans autre formalité, c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander, à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

### **ARTICLE 7. PENALITES**

#### **7.1. Dispositions générales**

En cas de manquement à ses obligations, le titulaire se verra appliquer par la ComUE les pénalités définies ci-après. Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard ou de la défaillance, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération ne sera appliquée si le montant total ne dépasse pas 1000€.

Les pénalités s'entendent par jour calendaire.

Dans l'hypothèse d'une relation de cause à effet entre deux pénalités, seule la pénalité la plus élevée s'applique.

Les pénalités, après notification au titulaire, s'imputent d'office sur les sommes dues au prestataire par réfaction sur les factures. Le titulaire s'engage à intégrer dans sa prochaine facture en moins-values les montants des pénalités qui lui sont signifiés par lettre recommandée par la ComUE.

## **7.2. Pénalités pour les prestations courantes**

La liste des pénalités est la suivante :

<b>Intitulé</b>	<b>Mode d'application</b>	<b>Montant HT</b>
Retard dans la livraison de la base vie	Par jour de retard calendaire	200 €
Défaut de raccordement	Par jour de retard calendaire	100 €
Défaut d'entretien de la base vie (constant à la fin du nettoyage du site)	Par jour de retard calendaire	150 €

Enfin, pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que les cas cités ci-avant, la COMUE Lyon Saint Etienne peut exiger, sans mise en demeure préalable, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 300 euros.

## **7.3. Dégradation du domaine public**

En cas de dégradation du domaine public (barrières automatiques, bornes, potelets, pelouses, platebandes, etc.), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 250 € HT par dégradation, sur simple constat d'un agent de la COMUE.

## **7.4. Pénalités pour travail dissimulé**

Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant HT du bon de commande concerné.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **7.5. Pénalités relatives au RGPD**

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, la ComUE peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de 500€.

# **ARTICLE 8. CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de l'exécution du service, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, la présence du titulaire n'est pas requise pour ces vérifications.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 9. OBLIGATIONS**

### **9.1. Confidentialité**

Conformément à l'article 5 du CCAG.-FCS., le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

En particulier, les documents fournis par l'acheteur au titulaire dans le cadre de ce marché restent la propriété de l'acheteur.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'acheteur.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

L'acheteur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

L'acheteur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du secret des affaires ou de non-respect des dispositions précitées.

### **9.2. Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant en cours d'exécution.

En cas de manquement, le représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent à :

- une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent accord-cadre ;
- une prise de participation d'une entreprise tierce au capital du titulaire lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des travaux électriques ;
- l'impartialité et à l'indépendance du titulaire vis-à-vis des bénéficiaires ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipements objets des prestations du présent accord-cadre ;
- l'exercice par le titulaire de toute activité de conception, d'exécution ou d'expertise d'un ouvrage ;
- une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet de l'accord-cadre.

De manière générale, le titulaire s'engage à informer le pouvoir adjudicateur de l'accord-cadre de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations prévues au présent accord-cadre et notamment d'en compromettre la validité.

Le titulaire est tenu de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

## **ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHE**

En complément des dispositions prévues au Chapitre 7 – Résiliation du CCAG-FCS, l'acheteur pourra résilier, sans qu'aucune indemnité ne soit octroyée au titulaire, le présent marché dans les hypothèses et conditions prévues au CCAG-FCS et aux articles du présent document relatifs à :

- Confidentialité
- Travail dissimulé

L'exécution aux frais et risques du titulaire pourra être mise en œuvre par l'acheteur dans toutes les hypothèses mentionnées à l'article 45 du CCAG-FCS.

Les autres dispositions du Chapitre 7 – Résiliation du CCAG-FCS trouvent entièrement à s'appliquer dans le cadre de ce marché.

## **ARTICLE 11. EXECUTION DES PRESTATIONS EN CAS D'INCAPACITE DU TITULAIRE**

A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas d'incapacité technique du titulaire dûment motivée de lui fournir les prestations demandées, de recourir à un tiers pour l'exécution de ces prestations. Le montant cumulé de tels achats doit rester accessoire par rapport au montant du marché.

## **ARTICLE 12. GARANTIES - ASSURANCES**

### Garanties des prestations

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

### Assurances

Pour rappel, le titulaire est responsable des fautes commises par son personnel et notamment celles ayant occasionné un dommage corporel ou matériel aux personnes et/ou aux équipements.

Le dommage est indemnisé en fonction du préjudice subi.

Conformément à l'article 9 de CCAG-FCS, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire des assurances obligatoires.

Ces assurances sont :

- Une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240, 1241 et 1242 du code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **ARTICLE 13. CONCILIATION ET REGLEMENT DES LITIGES**

La procédure de règlement amiable des différends ou litiges qui pourraient intervenir en cours d'exécution est celle définie par les articles L. 2197-1, L. 2197-3 et R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

Au cas où un accord ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige devrait être porté devant le tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve le lieu prévu pour l'exécution du contrat. Dans l'hypothèse où l'exécution du contrat s'étend au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif ou si le lieu de cette exécution n'est pas désigné dans le contrat, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique compétente pour signer le contrat, soit le tribunal Administratif de Lyon.

### **ARTICLE 14. RESPECT DES MESURES SANITAIRES**

Le titulaire s'engage à respecter toutes les mesures sanitaires définies par la ComUE dans le cadre de l'exécution des prestations sur site.

## ARTICLE 15. DEROGATIONS AU C.C.A.G. FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé :

Article du présent document	Objet	CCAG-FCS
<b>Article 1.9</b>	<b>Objet du marché – Dispositions générales</b>	<b>Article 23</b>
Article 2	Pièces constitutives du marché	Article 4.1
Article 3	Règlement général sur la protection des données	Article 5.2.2
Article 4	Délais	Article 13.1
Article 6	Prix du marché	Article 10.2
Article 7	Modalités de règlement	Article 11.8.1
Article 8	Pénalités	Article 14.1
Article 9	Contrôle de l'exécution	Articles 27.3 et 28